

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 12 juillet 2011

Conseillers élus : 23
Conseillers en fonction : 23
Conseillers présents : 16

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes ANTOINE - DILLER – PATRICOLA – HERZHAUSER – ANDRE - CUSUMANO (arrivée au cours du point n°3)

M. KAUFFER - BRABLE - OMINETTI - TISON (arrivé au cours du point n°3) - Conseillers.

Absents excusés: Mme PALUCCI → proc M. BRABLE
M. VINCENT → proc M. le Maire
M. PERRET → proc M. DHIOS
M. QUINIO → proc M. NICOLAY
Mme FLORI → proc à Mme DILLER

Absents M. CORTINA - M. LORANG

Date d'envol de la convocation : 8 juillet 2011

Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER

Ordre du Jour

1. Approbation du Compte rendu du CM du 28 juin 2011
2. Approbation de la modification n°1 du PLU.
3. Schéma Départemental de Coopération intercommunale – Décision à intervenir
4. Festival « Musiques sur les Côtes » - Convention 2011
5. Droit de préemption urbain
6. URM - Bilan annuel 2010 du contrat de concession pour le service public de l'électricité.

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUIN 2011

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 28 juin 2011 est approuvé à l'unanimité.

2) OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLU

Rapporteur : Monsieur BRABLÉ

Monsieur BRABLÉ informe de la fin de la procédure de modification n°1 du PLU. Il précise que le dossier a été mis à l'enquête ainsi que le rapport du commissaire enquêteur est à leur disposition pendant le conseil et que le rapport du commissaire enquêteur ainsi que le mémoire en réponse de la commune leur ont été transmis en annexe du dossier « document de travail » de même que l'ensemble des interventions du public.

Il demande à l'Assemblée s'il y a des questions ou des précisions à apporter sur le sujet.

Aucune observation n'étant formulée, il propose de passer au vote.

Le **Conseil Municipal**,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L123-13 et R123-15 à R123-25 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 mai 2010 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal n° 37/2011 en date du 03 mai 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU ;

Entendu les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

Considérant que le projet de modification du PLU tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L123-13 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré :

❖ **décide** d'approuver le dossier de modification n°1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente ;

❖ **dit** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R123-24 et R123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux régionaux

❖ **dit** que conformément aux articles L123-10 et R123-25 du Code de l'Urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Scy-Chazelles aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture (Direction Départementale des Territoires - 17 Quai Paul Wiltzer 57000 METZ).

❖ **dit** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification n°1 du PLU ne seront exécutoires que :

- à compter de sa réception en Préfecture.
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (affichage en mairie durant un mois, insertion dans les journaux. La date à prendre en considération est celle du premier jour de l'affichage en Mairie.

La présente délibération accompagnée du dossier de PLU qui lui est annexé est transmise au Préfet (s/couvert du Sous-Préfet).

Adopté par 18 voix pour et 1 abstention (M. BRABLÉ)

3) OBJET : SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que cela concerne le nouveau découpage des intercommunalités et donc de Metz Métropole. Lors de la réunion du bureau du 24 mai dernier, il a été précisé dans le compte rendu dont chacun a été destinataire que les documents étaient à disposition de tous en mairie et qu'il était souhaitable de les consulter en vue du vote en conseil avant le 19 août.

Monsieur le Maire informe que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, dans le cadre de son volet consacré au développement et à la simplification de l'intercommunalité, poursuit le triple objectif d'achever, de rationaliser et de simplifier la carte intercommunale de notre pays.

A l'issue d'une première phase de concertation avec de nombreux élus, une proposition de schéma a été faite par Monsieur le Préfet. C'est cette proposition qui est soumise à l'avis des conseils municipaux qui doivent se prononcer dans un délai de 3 mois à compter de la notification (reçue le 19 mai dernier).

Après réception des délibérations par la commission départementale de la coopération intercommunale, celle-ci disposera d'un délai de 4 mois pour formuler à la majorité de 2/3 des propositions d'amendement de ce schéma.

Il rappelle que ce point a fait l'objet de plusieurs débats et qu'il a fait parvenir à chacun la motion de Metz Métropole ainsi qu'un projet de motion pour la commune qu'il soumet au vote de ce conseil.

Il demande à l'Assemblée si un complément d'informations lui est nécessaire.

M. NICOLAY précise qu'on ne peut pas intégrer seulement les communes économiquement les plus intéressantes. Il lui apparaît donc difficile de n'intégrer qu'une partie de certaines communautés de communes.

MOTION

Le **Conseil Municipal** de SCY-CHAZELLES,

VU la loi 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales

VU le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) transmis pour avis par le Préfet de Moselle

1. Considérant qu'à l'occasion de la première phase de concertation qui s'est déroulée de décembre 2010 à avril 2011, la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole a mis en avant la pertinence du périmètre du SCOTAM dans l'organisation institutionnelle à long terme du territoire et la nécessité dans un premier temps de rassembler les communes constituant une aire urbaine cohérente autour des bassins de vie et d'emploi.

2. Considérant toutefois qu'une communauté d'agglomérations regroupant 182 communes poserait de très importants problèmes de gouvernance en raison de son étendue et la très grande hétérogénéité de ses composantes et conduirait à réduire à néant le rôle des communes les moins importantes dans un ensemble aussi vaste.

3. Considérant que les intentions du projet de SDCI n'intègrent pas l'ensemble des préoccupations prévues par la loi et notamment la logique de rationalisation territoriale.

4. Considérant que le projet de SDCI ne concourt que partiellement à la structuration institutionnelle optimale des bassins de vie autour de Metz Métropole.

5. Considérant que la Communauté de communes du Val de Moselle est un EPCI exclusivement rural qui n'entre pas dans le cadre d'une communauté d'agglomération à vocation urbaine par définition.

6. Considérant la nécessité impérieuse de respecter les désirs des élus et des populations des communes concernées afin de garantir une adhésion permettant une gouvernance cohérente et consensuelle.

7. Considérant que pour être en situation de relever les grands défis régionaux et transfrontaliers métropolitains, Metz Métropole doit fédérer les territoires à forts enjeux le long de la Moselle

➤ **PREND ACTE** de la proposition de la mise en application à l'échelle territoriale du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale réalisé par Monsieur le Préfet de la Moselle

➤ **PREND ACTE** des conséquences du projet de SDCI sur l'évolution des intercommunalités de service

➤ **EMET** un avis réservé sur le projet de SDCI présenté par Monsieur le Préfet de la Moselle

➤ **DEMANDE** la création d'une EPCI qui intègre tout ou partie de la Communauté de Communes de Maizières-les-Metz et de la Communauté de Communes du Sillon Mosellan.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré

décide de voter la motion proposée telle qu'elle est rédigée ci-dessus.

Adopté par 19 voix pour et 2 abstentions (Mme DILLER et Mme PATRICOLA)

4) OBJET : FESTIVAL « MUSIQUES SUR LES COTES » CONVENTION 2011

Rapporteur : Mme MAHIEU

Mme MAHIEU informe l'assemblée de la 11^{ème} édition du festival « Musiques sur les Côtes » qui aura lieu les 6, 7, 8, et 9 octobre prochain avec pour thème « Sous le soleil ». Un voyage qui passe par la Corse, le Portugal, l'Italie et l'Espagne.

Le programme sera le suivant :

- ❖ Jeudi 6 octobre à 20h30 en l'église Saint Remi de Scy-Chazelles : Groupe A VUCIATA pour un programme de chants et Polyphonies Corses
- ❖ Vendredi 7 octobre à 20h30 en l'église Sainte Brigide de Plappeville : Groupe LUSO MELODIAS. Formation franco-portugaise pour un répertoire autour du Fado de Lisbonne et de la belle Chanson Française.
- ❖ Samedi 8 octobre à 20h30 en l'église Saint Gordon de Lessy : Laureen STOULIG, soprano et Marlo THINNES, piano interpréteront des Mélodies Napolitaines et des airs d'opéras italiens.
- ❖ Dimanche 9 octobre à 17h en l'église Saint Clément de Lorry-les-Metz : Frédéric CARPINO, guitare, Chœur METAMORPHOSE, Direction Gabriel BALTES. L'ensemble proposera des œuvres variées pour guitare solo en première partie et une œuvre composée par TEDESCO sur des poèmes de F. GARCIA LORCA pour guitare et chœur.

L'entrée est fixée à 8 €. Le pass pour les 4 concerts à 16 €. Gratuit pour les moins de 16 ans.

En cas de déficit, celui-ci sera réparti à parts égales entre les 4 communes. En cas de solde positif, celui-ci sera reporté sur l'année suivante.

M. le Maire précise que le festival a été déficitaire une fois en 10 ans et qu'il existe grâce aux nombreux sponsors qui soutiennent cette manifestation.

Mme MAHIEU demande au Conseil de bien vouloir autoriser le Maire à signer la convention.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité

5) OBJET : DROIT DE PREEMPTION

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants

Terrain bâti	section 8, n°185	43 chemin des Mages
Terrain bâti	section 3, n°114	Voie de la Liberté
Terrain bâti	section 10 n°327/64	7 chemin de la Moselle

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

6) OBJET : URM – BILAN ANNUEL 2010 DU CONTRAT DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ELECTRICITE

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS informe l'Assemblée de l'envoi comme chaque année par l'URM du rapport annuel d'activité de la commune de Scy-Chazelles.

Il rappelle qu'un nouveau contrat de concession pour le service public des l'électricité lie la commune à l'URM/UEM pour 30 ans depuis le 11 novembre 2009.

Il précise que

→ l'URM est le gestionnaire-distributeur d'électricité (construction, entretien, renouvellement, réparation etc...des réseaux et branchements électriques BT et HTA.

→ L'UEM est le fournisseur d'électricité qui assure la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés avec l'application du tarif de première nécessité (TPN) à 13 foyers en 2010 contre 11 foyers en 2009. L'UEM assure actuellement à la maintenance du réseau d'éclairage public (un appel d'offre a été lancé en vu d'un nouveau contrat).

Le réseau de distribution : 142 communes, 155 000 clients, 1489 sur Scy-Chazelles.

Participation financière de l'URM : la commune n'a pas demandé de subvention : pas de travaux d'enfouissement en 2010.

Facturation des raccordements des clients : la PVR (participation pour voirie et réseaux). A Scy-Chazelles, les coûts d'extension et de raccordement sont en totalité à charge des demandeurs.

Niveaux de qualité de fourniture à Scy-Chazelles : en 2009, le Temps Moyen de coupure par abonné est de 21''et 27' (grosse panne en février 2010 au poste source de Saint Julien).

Taxes : la TLE est constituée d'une taxe départementale : 4 % en Moselle et d'une taxe municipale (pas instituée à Scy-Chazelles).

Redevances :

- Redevance de fonctionnement R1 pour 2010 : 672.73 €
- Redevance d'investissement R2 pour 2010 : 0 €.

Le rapport est à la disposition de tous en mairie.

La séance est levée à 18 h 59

SCY-CHAZELLES, le 13 juillet 2011

La secrétaire de séance
Gilbert KAUFFER

le Maire
Jacques STRAUB